

# CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

---

Commission statutaire du 4 mars 2014

---

## Dispositions statutaires

---

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

---

### **Projet de décret modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences et portant diverses dispositions relatives aux enseignants-chercheurs**

Le présent projet de décret tire les conséquences de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche dite « *loi ESR* » en prenant en compte la nouvelle gouvernance des universités et des autres établissements publics d'enseignement supérieur. Désormais, l'article L. 712-1 du code de l'éducation prévoit que les instances dirigeantes des universités et des autres EPSCP sont composées d'un président, d'un conseil d'administration et d'un conseil académique. Issu de la fusion du conseil scientifique et du conseil des études et de la vie universitaire, le conseil académique en formation restreinte aux enseignants-chercheurs est l'organe compétent pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs (article L. 712-6-1 du code de l'éducation).

Par ailleurs, le projet de décret aménage le statut des enseignants-chercheurs sur certains points, notamment :

- pour ce qui concerne le recrutement, le projet de décret tire les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel n° 2010-20/21 du 6 août 2010 en précisant que le comité de sélection rend un avis motivé unique portant sur l'ensemble des candidats, par lequel il arrête la liste de ceux qu'il retient. En outre, désormais un comité de sélection peut être constitué pour pourvoir un ou plusieurs emplois d'enseignant-chercheurs lorsque ces emplois relèvent d'une même discipline et sont pourvus à la même date. Ces comités de sélection peuvent être communs à plusieurs établissements associés ou non dans le cadre d'une communauté d'universités et établissements.
- les modalités de recrutement des professeurs des universités notamment dans les disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion sont modifiées, en supprimant l'agrégation interne et en ouvrant la possibilité pour les établissements d'enseignement supérieur de recruter des professeurs des universités dans ces disciplines par la voie de concours externes via des comités de sélection.
- les mutations sont encouragées. Ainsi, les présidents ou directeurs d'établissement d'enseignement supérieur fixent un nombre d'emplois d'enseignants-chercheurs à pourvoir exclusivement par la voie de la mutation.

- les priorités légales à la mutation en faveur des fonctionnaires séparés de leur conjoint et en faveur des agents en situation de handicap sont améliorées : les candidatures des agents concernés sont examinées prioritairement et directement par le conseil académique.
- le « suivi de carrière » remplace l'évaluation. Il repose sur un rapport d'activité établi tous les 5 ans et à chaque fois que l'enseignant-chercheur est candidat à une promotion. Ce rapport mentionne l'ensemble des activités de l'agent et leur éventuelle évolution. Le rapport d'activité est remis au président d'université ou au directeur de l'EPSCP qui en assure la transmission à la section du CNU dont l'enseignant-chercheur relève. Un avis émis par le conseil académique en formation restreinte sur les activités pédagogiques et les tâches d'intérêt général est joint à cette transmission. Les établissements prennent en considération le suivi en matière d'accompagnement professionnel.

La consultation du CSFPE est requise sur les articles du projet de décret, dont au premier chef l'article 1<sup>er</sup>, qui donnent compétence, en lieu et place des CAP, au conseil académique de l'établissement ou à l'organe qui en tient lieu, pour donner un avis sur les décisions individuelles relatives à la situation des enseignants-chercheurs des universités, notamment en matière d'avancement, de mutation, d'intégration après détachement. En effet, le IV de l'article 50 de la loi ESR donne expressément compétence au conseil académique des universités pour rendre un avis sur ces décisions individuelles, il ne concerne donc pas les autres établissements du supérieur également visés par l'article 1<sup>er</sup>.

Cette consultation est également nécessaire au regard des dispositions des articles 7 à 9 du projet de décret relatives aux recrutements d'enseignants-chercheurs par les comités de sélection, ainsi que celles des articles 29 et 30 qui organisent le recrutement d'agents en situation de handicap par ces mêmes comités. Il convient en effet de rappeler que la création des comités de sélection par l'article 25 de la loi n° 2007—1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités figurent dans un titre III relatif aux nouvelles responsabilités des universités. La procédure de recrutement dans le cadre de ces comités de sélection étant modifiée de manière substantielle par le présent projet de décret, la commission statutaire du CSFPE doit dès lors être consultée, en application de l'article 10 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984, sur les dispositions du décret qui dérogent au statut général, en tant que ces dispositions concernent les professeurs et maîtres de conférences qui sont affectés dans des établissements autres que les universités.

L'article 35 du projet de décret, qui crée la possibilité pour les maîtres de conférences admis à la retraite de recevoir le titre de maître de conférences émérite afin de leur permettre de participer à des activités de recherche, est également soumis à la consultation du CSFPE. En effet, si l'éméritat des professeurs des universités est couvert par l'article L. 952-11 du code de l'éducation, il ne l'est pas pour les maîtres de conférences. L'article 35 déroge donc à l'article 71 du titre II du SGF relatif à l'honorariat des fonctionnaires qui prévoit que tout fonctionnaire admis à la retraite est autorisé à se prévaloir de l'honorariat dans son grade ou son emploi à condition d'avoir accompli vingt ans au moins de services publics.

Ce projet de décret a reçu un avis défavorable du comité technique des personnels enseignants titulaires et stagiaires de statut universitaire du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, lors de sa séance du 9 janvier 2014. La répartition des votes s'est établie comme suit :

	Pour	Contre	Abstention
SNESUP		7	
SGEN-CFDT			3
SUPRECHERCHE-UNSA			1
SUPAUTONOMES		1	
FERC SUP-CGT		1	